



LA LANTERNE

Un nouvel éclairage sur l'actualité au
MAAPRAT et au MEDDTL



EDITORIAL

On savait que la mobilisation sociale sur les retraites serait difficile. Le battage médiatique, les experts patentés, la convocation du « bon sens » (les évolutions démographiques, l'espérance de vie en hausse, la dégradation du rapport retraités / actifs), ... tout était fait pour faire croire que la réforme des retraites était inéluctable, et que se bagarrer contre ne servirait à rien.

Et pourtant, plusieurs millions de personnes, du privé comme du public, ont manifesté pendant plusieurs semaines, beaucoup descendant dans la rue pour la première fois. Les salariés de plusieurs secteurs ont développé des grèves dures et des blocages.

Le mouvement social s'est fortement et longuement développé. Les débats ont été intenses et ont rapidement porté sur l'essentiel : la répartition des richesses et la part exorbitante captée par le capital et les actionnaires et spéculateurs, le type de société dans lequel on veut vivre.

La conduite des mobilisations n'a pas su prendre en compte la puissance et les attentes du mouvement social. Nous n'avons pas gagné et le gouvernement a pu faire passer sa loi détruisant un peu plus le système des retraites par répartition et ses textes d'application.

Mais, cette force sociale qui s'est exprimée à l'automne 2010, reste vivante, au travers des bagarres qui continuent pour défendre le service public (l'hôpital, les tribunaux et une conception de la justice non soumise, Pôle Emploi et le service public pour les chômeurs et précaires et non pour les employeurs et les statistiques du gouvernement, l'Education pour toutes et tous, ...), le Code du Travail, la protection sociale, ... C'est dans cette optique que la FSU anime une vaste campagne de défense du Service Public (www.fiers-du-service-public.fr), relayée par nos syndicats au MAAPRAT et au MEDDTL, dont les services, établissements et personnels sont très durement touchés par la RGPP – Réduction Généralisée du Public et des Personnels.

Comment ne pas comparer aussi la mobilisation sur les retraites avec les révoltes dans les pays arabes et du Maghreb, pour une autre répartition des richesses, pour l'amélioration des conditions de vie, pour la justice sociale, la démocratie et la liberté d'expression. Ce n'est pas seulement à quelques dirigeants que ces révoltes disent « dégage ! ».

Comme nous l'avons hurlé cet automne, comme nos camarades grecs, portugais, espagnols ou irlandais, comme les étudiants britanniques, comme les populations tunisiennes, égyptiennes, lybiennes..., nous devons tous ensemble continuer à crier « dégage ! » à ce système de prédation et d'accaparement de la richesse produite par les travailleurs.

Une mauvaise odeur d'épidémie d'extrême droite :

- un prix Goncourt pour un islamophobe et raciste affirmé ;
- une circulaire ministérielle qui stigmatise une population ;
- un ancien ministre condamné pour ses propos racistes ;
- un ancien ministre des affaires étrangères qui propose l'aide de la France pour réprimer la révolte tunisienne ;
- un gouvernement qui est mal à l'aise face à la chute des dictatures.

Ces dérives extrémistes font froid dans le dos, dans ce pays des droits de l'Homme qu'est la France, malgré son passé colonial. Et à laisser faire aujourd'hui, nous risquons d'avoir demain comme « guide suprême », une partie de la droite épousant ouvertement les idées du Front National.

Blanc, Black, Beur ou Jaune, nous sommes une seule humanité. La seule division d'entre les Hommes et celles entre les privilégiés fortunés et l'immense majorité des peuples qui subit le joug de leur système.

ADIEU la DDE

L'année 2010 aura vu le début des transferts des Parcs aux Conseils Généraux, ce transfert est effectif depuis le 1^{er} janvier 2011. L'Etat a ainsi bradé ces services uniques qui ont démontré leur pertinence et leur disponibilité. Le cafouillage qui s'est produit en fin d'année, lors de l'épisode neigeux, n'est malheureusement que l'expression d'un début de dysfonctionnement, résultat de la casse des services et des baisses drastiques d'effectifs.



DANGER : Transfert de l'inspection sanitaire dans les abattoirs

Le Ministère de l'Agriculture envisage d'expérimenter le transfert d'une partie de l'inspection dans les abattoirs de porcs aux industriels de l'abattage.

Jusqu'à présent, les agents de l'Etat présents dans les abattoirs, procèdent à l'inspection systématique de chaque animal. Toutes les carcasses qui présentent un risque pour la santé humaine sont retirées de la consommation.

La compétence et l'impartialité des agents du service public garantissent la qualité des contrôles ainsi que l'indépendance des contrôles par rapport aux contraintes économiques et aux grands groupes de l'industrie agro-alimentaire.

Leur savoir-faire a été reconnu et pris pour exemple lors des dernières crises sanitaires (vache folle, fièvre aphteuse, peste aviaire, etc). D'ailleurs, la Grande Bretagne qui avait privatisé ses Services Vétérinaires a depuis fait marche arrière et remis en place un service public d'inspection.

En transférant l'inspection sur la chaîne aux abatteurs, c'est aussi un véritable plan social qui se prépare au ministère de l'Agriculture qui se traduira dans un premier temps par le non renouvellement des personnels en CDD, très nombreux au ministère. Le redéploiement des agents titulaires vers des régions déficitaires en E.T.P sera de fait inéluctable. Rappelons que depuis la loi du 03/08/2009, lorsqu'un fonctionnaire a son emploi supprimé, l'administration doit lui faire 3 propositions de postes, s'il les refuse, il est mis en disponibilité donc sans salaire.

Le Ministère de l'Agriculture a réaffirmé que l'exigence sanitaire était sa priorité, si c'est le cas, il doit mettre les moyens pour se doter d'un service public de haut niveau, avec du personnel titulaire qui protège la santé des consommateurs.

Dernière minute : la DGAL a suspendu le projet d'expérimentation. La mobilisation du personnel y est sûrement pour quelque chose.

« Le Pavillon de la Lanterne »

Et pour M. le Ministre ...

- 1 hectare, c'est 10.000 m² ;
- 1 Gaym-are, c'est 600 m² ;
- la récolte des poires c'est à la fin de l'été et en automne.

et pour l'augmentation de nos salaires, c'est quand vous voulez, tout de suite ce serait mieux !

« Une lanterne éclairée ... »

(vaut mieux qu'une flamme)

RESISTEZ !!

Pour la quatrième année consécutive, des milliers de résistants d'hier et d'aujourd'hui se retrouveront les samedi 14 et dimanche 15 mai 2011, sur le plateau des Glières en Haute-Savoie.

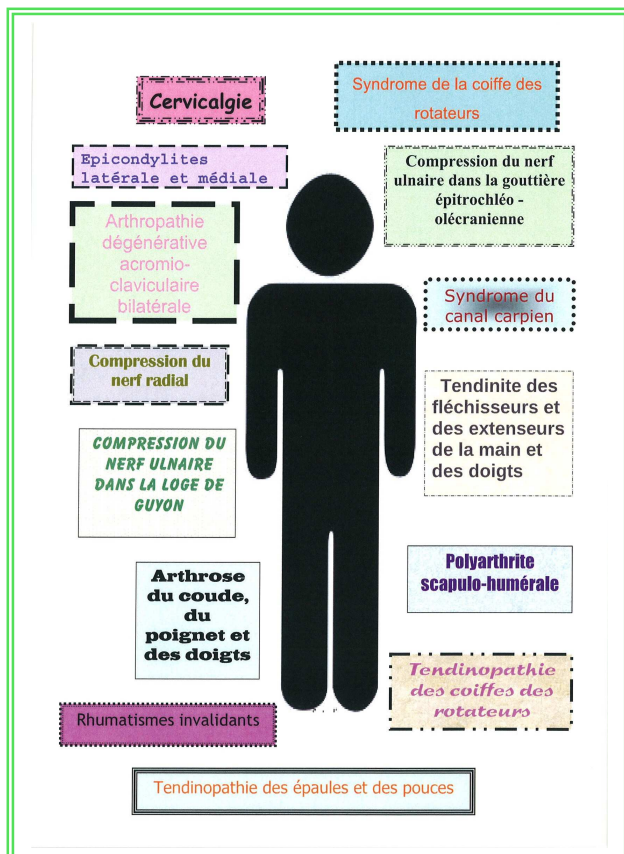
Une occasion de protester contre la récupération de la Résistance par Sarkozy et surtout de rappeler et défendre les conquêtes issues du programme du Conseil National de la Résistance (CNR).

Site : www.citoyens-resistants.fr

Lire aussi : « Les Jours Heureux, le programme du CNR de Mars 1944 ; comment il a été écrit et mis en œuvre, et comment Sarkozy accélère sa démolition », éditions La Découverte

Et voir : « Walter, retour en résistance », de Gilles Perret

Action du SYGMA-FSU en Ile-et-Vilaine sur les conditions de travail



Le SYGMA-FSU a demandé la délocalisation du CHSM au vu de l'explosion des TMS en Bretagne (40 % des agents sont touchés dans le 35). Celui-ci s'est tenu à l'Agrocampus de Rennes le 23 juin 2010.

La FSU a porté les revendications suivantes au Comité Hygiène et Sécurité Ministériel :

- mettre en application l'accord sur le temps de travail en abattoir en diversifiant les tâches pour permettre aux agents de ne pas travailler plus de 2/3 du temps sur les chaînes d'abattage ;
- nous avons demandé que la pénibilité de ce travail soit reconnue et que le travail d'inspection en abattoir soit classé en travail actif.

Nous avons accueilli le comité avec des pancartes énumérant les TMS reconnus comme maladies professionnelles.

Nous avons rappelé que 80% des TMS dans la Fonction Publique se concentraient au MAAPRAT et que dans celui-ci 80% se situaient dans les abattoirs.

Nous avons obtenu une enquête ergonomique sur un site particulièrement touché par ce fléau, avec un renforcement de l'équipe d'inspection afin de réduire le temps de travail posté sur chaîne.

Des aménagements des postes de travail ont permis également une amélioration des conditions de travail.

Santé au travail

L'application de la RGPP fait apparaître une souffrance au travail : des troubles psychosociaux sont recensés et dénoncés par les médecins de prévention du MAAPRAT.

Au CHS ministériel du MAAPRAT, nous avons demandé des mesures pour réduire le stress et le harcèlement dans les services. L'administration reconnaît la problématique et prévoit la mise en place de cellules de veille, d'écoute et d'accompagnement.

La FSU constate que les agents subissent la politique de casse du service public et demande un recrutement suffisant d'agents titulaires pour mener à bien ses missions, ainsi que la titularisation des agents afin de régulariser la situation des non-titulaires.

La FSU dénonce les stages visant à faire croire aux agents qu'ils sont responsables de « leur stress », et qu'ils doivent apprendre à faire avec, sans évidemment que la moindre intervention sur les sources du stress, sur la pression au travail, sur le « management » destructeur ne soit abordée.

Campagne pour le Service Public



Le service public,
on l'aime, on le défend

La FSU veut mettre le Service Public au cœur du débat en engageant une grande campagne nationale de contributions, pour faire face aux menaces que le gouvernement fait peser non seulement sur la qualité des services, mais aussi sur l'idée même de « service à tous les publics ».

Le Service Public, ce sont des femmes et des hommes fiers de ce qu'ils font et qui aimeraient pouvoir continuer à bien le faire.

Les agents du service public, les usagers, sont appelés à témoigner sur www.facebook.com/fiers.du.service.public ou www.fiers-du-service-public.fr pour dire leur attachement au service public ou la fierté d'en faire partie.

Actions syndicales à l'IFN : combattre la fusion, accompagner les personnels

Depuis la décision de la RGPP de juillet 2010, le SYGMA-FSU combat le projet d'intégration de l'IFN dans l'IGN. Notre organisation syndicale en a expliqué les raisons lors d'une intervention au CTP ministériel du MAAPRAT le 16 décembre 2010 (voir la déclaration complète sur notre site Internet).

Par ailleurs, les projets en cours d'élaboration envisagent l'éventuelle suppression du site de l'IFN à Montpellier. Début janvier, les personnels de ce site, avec l'aide des organisations syndicales CGT et FSU, ont adressé au ministre de l'agriculture, au préfigurateur, aux élus locaux, une pétition pour le maintien du site de Montpellier (Lattes), cependant, ce site n'est pas le seul visé. La vigilance syndicale et des personnels doit être totale dans cette période de restructuration notamment pour faire en sorte que les conditions de travail des agents soient maintenues et améliorées et que la situation géographique des agents soit prise en compte.

Courant février, les organisations syndicales de l'IFN et IGN ont rencontré le préfigurateur désigné par les ministres de l'agriculture et de l'écologie. Malgré les divergences entre les organisations (l'UNSA IFN et la CFDT IGN étant pour la fusion, la CGT et la FSU étant contre), la FSU discute avec l'ensemble des organisations syndicales d'une plate-forme de revendications communes portant les exigences des personnels des deux établissements.

Enfin, le calendrier de la fusion est imposé à marche forcée avec un premier rapport de préfigurateur et des organigrammes du nouvel établissement courant du premier trimestre 2011. L'année 2011 sera chaude à l'IFN et à l'IGN !!!

ASP, FAM, INAO, ODEADOM, heureusement que la FSU est là pour l'info !

La FSU a décidé d'animer des assemblées générales dans les implantations de l'Agence de Services et de Paiement (ASP), pour informer les personnels et les aider dans leur option entre la titularisation dans les corps du MAAPRAT et le maintien dans un statut unifié de contractuels de droit public à durée indéterminée.

Depuis le mois de janvier, près de 700 agents de l'ASP (environ 60% du total des personnels) ont participé à 16 AG, avec le sentiment général d'en savoir beaucoup plus par rapport aux infos de l'administration.

Harmonisation des rémunérations

Un premier pas a été franchi dans le domaine de l'harmonisation des rémunérations. Suite aux revendications et aux actions mises en œuvre par les organisations syndicales, dont la FSU, un plan triennal pour la revalorisation du régime indemnitaire des adjoints administratifs a été mis en place pour 2010-2011 et 2012. En 2010, une augmentation de 450 € bruts a été versée après de nouvelles mobilisations pour faire réévaluer le plafond avant la fin de l'année, condition qui était indispensable pour permettre le versement de la totalité de la somme.

Toutefois, le compte n'y est pas : nous demandons l'alignement sur le régime indemnitaire des adjoints du ministère des finances (en poste dans les DREAL), dans un objectif d'équité, comme nous demandons l'alignement sur les situations les plus favorables pour chaque corps : à travail égal, rémunération égale.



⚡ La lanterne fait des étincelles... ⚡

Une économie de bout de chandelle !

Il neigeait, il neigeait et nos autos patinaient et l'on ne salait qu'une voie sur deux et le sel vint à manquer ! Mais le ministère de l'équipement, fort bien éclairé, avait demandé en plus aux agents de ne saler les routes qu'après que la neige fût tombée. Ce qui ne sert à rien !

Jadis, l'équipement, pour plus d'efficacité, salait avant et pendant les chutes de neige.

RGPP, REATE, économies de moyens nous obligent à ne saler qu'une fois.

Attention, le terrain pourrait être glissant pour le MEDDTL si tous les accidentés de la route envoient la note à ce ministère.

La facture serait alors salée !



www.snamer.fr

ddam-35.snamer-feu.syndicats@i-carre.net



www.sne-fsu.org

sne@fsu.fr



www.sup-equip.org

contact@sup-equip.org



www.sygma-fsu.org

sygma-feu@agriculture.gouv.fr